

*Subsides*

Luns, à la suite d'une visite des Forces armées canadiennes en Europe. Il mentionnait combien lui et les membres du Conseil sont impressionnés par la valeur et la grande compétence des troupes canadiennes, en plus de l'excellente condition de leur équipement, et la flexibilité qui les caractérise dans leur intégration aux forces de nos alliés.

J'entendais des propos semblables, monsieur le président, au symposium sur la défense auquel j'ai assisté en février dernier. Des ministres de la Défense et des délégués parlementaires, qui y assistaient, ne cessaient de répéter combien les membres des forces armées canadiennes s'étaient distingués par leur compétence, leur valeur, leur ardeur à leur métier et combien ils étaient dévoués.

Je ne veux pas vous parler de ce sujet en particulier, mais vu que c'est ma première chance je voudrais rappeler aussi combien cela a été précieux pour les Canadiens de ma province, en 1970, qu'on ait pu compter sur les excellents membres des forces armées canadiennes.

Vous avez vu, on a fait des films qu'on essaie de colporter à travers le monde sur la façon dont on a réagi au Canada, dans la province de Québec, aux événements de 1970. La plupart de ceux qui colportent ces films ont critiqué le gouvernement et ceux qui ont pris une décision. Et cela, bien sûr, parce qu'ils n'étaient pas témoins. Ceux à qui on colporte ces informations de façon insidieuse, ce sont des gens qui n'étaient pas témoins de ce qui s'est passé en 1970. Naturellement, après les événements, rien de plus facile que de dire que nous avons surévalué la gravité de la situation. C'est un peu comme le gérant d'un club de base-ball qui va prendre une décision, à savoir si le coureur devrait essayer de voler le marbre. Après que le jeu est fait, les 15,000 spectateurs diront: Eh bien, on lui aurait dit, nous, qu'il avait tort de jouer de cette façon. Alors c'est très facile, après les événements, d'exprimer des opinions, critiquer des décisions qui ont été prises.

Cependant, si on se reporte à la situation qui existait en octobre 1970, très peu de personnes, que je sache, se sont avancées et ont volontairement donné des informations sur le nombre de révolutionnaires qu'il pouvait y avoir aux environs de Montréal, et sur leurs intentions. J'invite ceux qui critiquent le gouvernement à le dire. Si quelqu'un avait des informations à l'effet que c'était un groupuscule de têtes chaudes qui voulaient tout simplement attirer l'attention du monde sur un problème qui existe dans l'esprit de certains, de gens qui ont des «hang ups», qui sont angoissés d'une façon assez spéciale. Ils sont un petit nombre, qui auraient pu nous renseigner à la fin de septembre ou au début d'octobre et qui s'est aventuré, s'est avancé, et a offert volontairement les informations que c'était un petit groupe. Et grâce à l'intervention du gouvernement fédéral, et surtout ici des forces armées canadiennes, les membres des forces armées se sont bien acquittés de cette tâche très délicate. Et je veux m'adresser particulièrement aux membres des forces armées canadiennes qui ne parlaient pas le français et qui étaient en poste dans la province de Québec, aux prises avec les problèmes que je viens de rappeler.

Alors, il n'y a pas eu d'incidents regrettables, et ces gens-là méritent nos félicitations, et envers et contre tous, ceux qui essaient de colporter de fausses impressions sur ce qui s'est passé dans la province de Québec se trompent. Je puis le dire, pour l'avoir vécu, et je l'ai vécu d'une façon beaucoup plus intense, monsieur le président. On se rappellera que c'était l'époque de ma campagne électorale en vue de succéder à mon prédécesseur, l'honorable Léo Cadieux, qui était alors ministre de la Défense nationale. Alors étant candidat à des élections fédérales en septem-

bre et octobre 1970, parcourant une circonscription où on avait la réputation de cacher des révolutionnaires, on peut être assuré que j'ai une bonne idée de ce qui s'est passé, et je suis convaincu que le gouvernement canadien n'a pas «surréagi» à la situation qui existait à ce moment-là.

Mais ce ne sont pas les propos que je voulais tenir, monsieur le président. Ce que je voulais souligner surtout, c'est la participation des troupes canadiennes à l'OTAN et aussi à NORAD. Mon collègue de Greenwood (M. Brewin) a rappelé le renouvellement de l'accord de NORAD avec nos voisins du Sud. D'autres sûrement voudront traiter de cet aspect particulier des activités de la Défense nationale. Pour ma part, je voudrais parler un peu de l'OTAN, et dire qu'autant le plan Marshall a été la pierre angulaire de la reconstruction économique en Europe, après la guerre ou immédiatement après, autant l'OTAN a contribué à assurer la sécurité militaire qui a mené à l'unification de l'Europe. Et le rôle des troupes de l'OTAN: actuellement, la situation dans le monde est telle qu'il est absolument essentiel de préserver une certaine stabilité en Europe, un équilibre de forces entre les deux superpuissances.

Je ne veux pas ici mettre en doute les intentions des Soviétiques et des alliés des pays membres du pacte de Varsovie à l'endroit de l'Europe de l'Ouest; mais on connaît la politique, et ce n'est pas une simple question de moralité, de bonnes intentions. Je considère qu'une véritable sécurité et une coexistence pacifique dans son sens le plus positif ne peuvent exister sans une certaine parité de forces militaires, ou bien, et c'est utopique d'y penser, par un désarmement total.

Nous avons la responsabilité de nous assurer avec nos alliés d'Europe, que toute tentation de marquer des points par une attaque surprise en Europe ou en Amérique est annulée par la deuxième frappe, par celle de la réponse. Alors, si par cette frappe, cette menace, la deuxième frappe, on élimine toute possibilité de guerre, alors on maintient une force dissuasive qui empêche d'agir ceux qui auraient des intentions d'attaquer l'Europe et l'Amérique du Nord.

Et c'est cette parité des forces qu'il faut absolument maintenir, et si on se réfère aux informations que l'on possède sur les achats d'équipement des pays membres du pacte de Varsovie, équipement qui est en construction, la force de frappe de cet équipement-là, l'importance et le nombre des troupes qui se situent en Europe centrale, il est absolument impensable que l'on entretienne la possibilité de se retirer de l'engagement que l'on a pris avec ses alliés et il est absolument essentiel que l'on continue de participer à l'OTAN. Telle était l'intention du très honorable premier ministre (M. Trudeau) lorsqu'il est allé à Bruxelles dernièrement. Il a déclaré sans équivoque que le Canada avait l'intention de maintenir sa présence et ses activités dans l'Alliance atlantique et de ne pas réduire en importance sa contribution.

Je vais donner mon interprétation de ce que, je pense, voulait dire le premier ministre, et aussi dire un peu ce que je verrais comme contribution canadienne en Europe. J'ai l'impression que notre premier ministre voulait d'abord rassurer nos alliés et ceux qui ont critiqué la participation canadienne. Je ne crois pas qu'on nous visait lorsqu'on nous parlait des «part-time partners» de l'OTAN. Par contre, nous avons souvent été critiqués pour notre manque de «visibilité» en Europe. Naturellement, si on considère la façon dont on dispose les troupes, on verra que nous avons des troupes aériennes importantes. Sans vouloir minimiser l'importance des troupes de l'air—j'en ai fait partie en 1942, 1943, 1944 et 1945—je trouve que si l'on